



PROTECTION DE VOS DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Gestion des aides au logement et au titre du fonds de solidarité pour le logement Mise en jeu de la garantie des loyers par les bailleurs sociaux

Dans le cadre des aides au logement et au titre du fonds de solidarité pour le logement, les informations concernant les bénéficiaires et les bailleurs sociaux recueillies dans ce formulaire font l'objet de traitements informatiques nécessaires au respect d'une obligation légale à laquelle le Département de la Charente-Maritime, responsable de traitement, est soumis avec pour finalité le maintien dans le logement

Les catégories de données collectées sont :

Pour le bailleur : Identité du contact et coordonnées professionnelles

Pour le bénéficiaire de l'aide : Identité Appréciation sur les difficultés sociales (strictement nécessaire pour la demande de mise en jeu de la garantie)

Les informations enregistrées sont destinées aux agents départementaux habilités en raison de leurs missions.

Les données sont conservées sur la plateforme de déclaration et au sein des services instructeurs 36 mois après la date de clôture de la procédure puis archivées 10 ans pour des raisons de comptabilité publique.

Les données n'ont pas pour finalité une prise de décision automatisée et aucun transfert en dehors de l'Union Européenne n'est réalisé.

Conformément au cadre juridique sur la protection des données personnelles en vigueur (Règlement Général de Protection des Données - RGPD et Loi informatique et Libertés modifiée), vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation des informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès, et pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement sauf si ce droit a été écarté par une disposition réglementaire.

Ces demandes doivent être adressées, en justifiant de votre identité, par voie postale à l'adresse suivante : Département de la Charente-Maritime – A l'attention de la Déléguée à la Protection des Données - 85, bd de la République – CS60003 – 17076 La Rochelle cedex 9, ou par mail à l'adresse dpd@charente-maritime.fr.

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la CNIL (3, place Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr).